



DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

- ▶ Contexte général
- ▶ Tendances budgétaires de la ville de Combourg
 - Préambule
 - Gestion de la dette
 - Analyse prospective de la section fonctionnement
 - Capacité d'autofinancement
 - Analyse prospective de la section d'investissement
 - Autorisations de programme
 - Analyse prospective du budget du service de l'assainissement
 - Analyse prospective du budget du service de l'eau

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

► **Contexte général**

Le **contexte international** est nourri de nombreuses incertitudes liées notamment aux dernières élections américaines, incertitudes qui pourraient plus particulièrement affecter les investissements.

En 2017, la zone euro va continuer à bénéficier de trois facteurs principaux : un environnement extérieur caractérisé par la faiblesse de l'euro, une politique monétaire encore accommodante facilitant l'accès au crédit et des politiques budgétaires neutres voire expansionnistes. Cependant, le retour de l'inflation en raison d'une remontée des prix du pétrole va peser sur la croissance.

La croissance de la zone euro pourrait ainsi atteindre 1,2% en moyenne en 2017 après 1,6% attendu en 2016. La demande intérieure devrait en rester le moteur principal, alimentée par la hausse du pouvoir d'achat des consommateurs, qui sera moins forte que l'année dernière mais toujours nourrie par l'emploi et la hausse des salaires. L'amélioration des perspectives de croissance de long terme nécessite une reprise dynamique de l'investissement productif et la mise en place de réformes structurelles.

Au niveau national, malgré une baisse des prélèvements obligatoires (44,7% contre 44,9% en 2014), le redressement des finances publiques en 2015 a été de 3,5% du PIB grâce à la croissance contenue des dépenses. En 2016, le déficit reste sensiblement inchangé à 3,3% du PIB, tandis qu'un effort plus important est prévu en 2017, année des élections présidentielles et générales (-2,7% du PIB). Finalement, le cap de ramener le déficit sous le seuil des 3% en 2017 semble jusqu'ici maintenu.

La **poursuite de la baisse des dotations** est maintenue, bien que diminuée de moitié pour le bloc communal en 2017. Elle continuera de peser sur les finances des collectivités locales.

Le **fonds de soutien de l'Etat à l'investissement local** est prolongé et augmenté. L'objectif reste de s'assurer que les économies mises en œuvre par les collectivités locales portent en priorité sur les dépenses de fonctionnement et non sur les dépenses d'investissement.

La réforme des dotations de **péréquation** se poursuit pour atténuer les effets de la baisse des dotations sur les collectivités les plus fragiles.

La **dotations globale de fonctionnement (DGF)** est évaluée à 30,8 milliards € pour 2017. La diminution de la DGF est de 7,1% par rapport à 2016.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

► ***Tendances budgétaires de la ville de Combourg***

Préambule

Le débat d'orientation budgétaire définit les priorités en matière d'équilibres financiers : capacité d'autofinancement, gestion de la dette et capacité d'investissement. Il est donc envisagé dans ses grandes masses. Le budget primitif 2017 donnera des informations plus détaillées. Les données des orientations budgétaires correspondent à des estimations prudentes des recettes et des dépenses.

Pour rendre comparables les données d'analyse financière, les retraitements suivants entre chapitres ont été faits :

- la section de fonctionnement doit être retraitée des données exceptionnelles. Ainsi les chapitres 67 et 77 ne sont pas intégrés dans l'analyse, car ils peuvent varier sensiblement d'une année sur l'autre.
- Les compensations de taxe d'habitation, de taxe foncière et de réforme de la TP (articles 74832 à 74835) sont rapportées aux contributions directes
- Les charges de personnel (chapitre 012) sont retraitées en tenant compte des atténuations de charges (chapitre 013) constituées essentiellement des remboursements sur rémunération du personnel (articles 6419 et 6479). On les appellera charges nettes de personnel.
- Les données des budgets annexes du camping du châtel et du service de la petite enfance ont été intégrées à celles du budget principal.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Gestion de la dette : Un endettement de la commune bas, maîtrisé et sécurisé

	2015	2016	2017	2018	2019
Capital restant dû au 01/01	1 238 388 €	1 105 751 €	964 042 €	942 151 €	787 640 €
Annuité en capital de la dette	702 637 €	141 709 €	144 006 €	154 511 €	156 945 €
Intérêts de la dette	32 760 €	26 097 €	22 282 €	18 431 €	14 489 €
Capacité de désendettement (en mois)	6,28	6,09	5,54	5,46	4,60
Charge de la dette/recettes de fonctionnement	21%	19%	17%	17%	14%
Dette par habitant*	210 €	188 €	164 €	160 €	134 €

L'endettement par habitant de la strate des communes de 5 000 à 10 000 habitants en France pour l'année 2015 est de 862 € contre 246 € pour la commune de Combourg (*données statistiques du ministère de l'économie et des finances*).

La capacité de désendettement (encours de la dette rapporté à l'épargne brute) dégagée en 2016 permettrait de rembourser la totalité de la dette de la commune en moins de 6 mois. C'est un ratio de mesure de la solvabilité financière. Il permet de déterminer le nombre d'années nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Plus la collectivité dégage de l'épargne, plus le ratio sera faible, et plus la collectivité pourra poursuivre son désendettement, afin par la suite de financer de futurs investissements. La durée résiduelle est passée de moins de 10 ans l'année dernière à 15 ans suite à la souscription d'un emprunt à taux 0 de 122 115 € sur le budget assainissement.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Tableau des emprunts de la commune sur le budget principal :

Prêteur	Caisse française de Financement Local	Caisse française de Financement Local	Banque postale
Montant emprunté	1 000 000,00 €	136 762,00 €	570 000,00 €
Nature du taux	fixe	fixe	fixe
Taux	3,87%	2,08%	1,29%
Durée	15 ans	15 ans	9 ans
Date dernière échéance	01/03/2022	01/11/2025	01/04/2024

Au 1^{er} janvier 2017, l'encours de la dette de la commune est composé de 3 emprunts. La structure de la dette est constituée à 100% en taux fixe. Le taux d'intérêts moyen s'élève à 2.41% comme en 2016 contre 3,5% en 2015. Un emprunt a été refinancé afin de bénéficier d'un taux fixe plus bas (4,54% à 1,29%) sur l'année 2015. Sur les trois emprunts, deux ont été contractés auprès de la Caisse française de financement local (anciennement DEXIA) et un auprès de la Banque postale.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Tableau des emprunts de la commune sur le budget annexe assainissement :

Prêteur	Agence de l'eau
Montant emprunté	122 115,00 €
Nature du taux	
Taux	0%
Durée	15 ans
Date dernière échéance	31/01/2032

Dans le cadre de la restructuration des réseaux du centre-ville 4^{ème} tranche, un emprunt à taux 0 a été accordé à la Commune par l'Agence de l'eau pour un montant de 122 115 € perçu en 2015 et 2016. La première échéance interviendra en janvier 2018.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Analyse prospective de la section de fonctionnement

Les dépenses et les recettes de fonctionnement prévisionnelles sont basées sur une estimation raisonnable appuyée notamment sur les chiffres des années précédentes et sur le contexte socio-économique national et combourgeois.

Recettes de fonctionnement

70 - Produits des services	2016	2017	2018	2019
Concessions et vacations	7 176	6 000	10 000	12 000
Redevances d'occupation du domaine public	7 607	7 700	7 700	7 700
Redevances du camping	37 189	37 000	37 000	37 000
Redevances de la médiathèque	10 304	10 000	10 000	10 000
Redevances de l'accueil de loisirs	43 490	45 000	45 000	45 000
Redevances des garderies	34 130	34 000	34 000	34 000
Redevances du multi-accueil	98 952	95 000	95 000	95 000
Redevances de la restauration scolaire	309 317	310 000	310 000	310 000
Remboursements de frais	9 591	2 500	2 500	2 500
Total produits des services	557 756	547 200	551 200	553 200

- Augmentation des concessions funéraires dès 2018 suite à la création du nouveau cimetière.
- Malgré une légère baisse des enfants scolarisés, les redevances liées à l'enfance sont maintenues.
- Les redevances du multi-accueil sont difficiles à estimer car elles dépendent des ressources des familles fréquentant l'établissement.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Recettes de fonctionnement

73+748 - Impôts et taxes	2016	2017	2018	2019
Taxes foncières et d'habitation	2 080 825	2 100 000	2 100 000	2 100 000
Attribution de compensation	499 844	499 844	499 844	499 844
Dotations de solidarité communautaire	65 331	78 000	78 000	78 000
Compensation	167 883	167 000	167 000	167 000
FNGIR	46 065	46 065	46 065	46 065
FPIC	80 353	80 000	80 000	80 000
Droits de place et autres	21 849	21 000	21 000	21 000
Taxe sur l'électricité	157 950	150 000	150 000	150 000
droits de mutation + autres taxes	163 082	140 000	140 000	140 000
Total impôts et taxes	3 283 182	3 281 909	3 281 909	3 281 909
74 - Dotations et participations				
Dotation forfaitaire	755 322	704 000	704 000	704 000
Dotation de solidarité rurale	474 532	520 000	520 000	520 000
Dotation nationale de péréquation	169 581	169 000	169 000	169 000
Subventions et participations	483 422	400 000	400 000	400 000
Autres Dotations de l'Etat	17 095	5 000	5 000	5 000
Total Dotations et participations	1 899 952	1 798 000	1 798 000	1 798 000
75 - Autres produits de gestion courante				
Revenus des immeubles	59 632	60 000	65 000	65 000
Total autres produits de gestion courante	59 632	60 000	65 000	65 000
Total recettes courantes de fonctionnement retraitées	5 800 522	5 687 109	5 696 109	5 698 109

Prévision d'une augmentation en 2017 de 1% (dont 0,4% de revalorisation des bases) puis stagnation en 2018 et 2019 des produits des impôts locaux.

Pas d'augmentation des taux prévue sur les 3 années (stables depuis 2001).

La baisse de la DGF a été d'environ 100 000 € par an depuis 2015. Pour 2017, elle est divisée par 2.

Les autres dotations de l'Etat et essentiellement de la dotation de solidarité rurale compensent en partie cette baisse par le système de péréquation.

L'ensemble des dotations de l'Etat a baissé de 1,91 % entre 2015 et 2016

Par prudence, les autres recettes ne sont pas revalorisées.

A compter de 2017, le FCTVA est étendu aux dépenses de fonctionnement d'entretien des bâtiments publics et de la voirie représentant une somme de 7 000 € en 2017.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Dépenses de fonctionnement

Dépenses courantes de fonctionnement retraitées	2016	2017	2018	2019
Total charges à caractère général	924 833	935 000	945 000	955 000
Total charges nettes de personnel	2 133 730	2 180 000	2 200 000	2 210 000
Total autres charges de gestion courante	485 294	461 256	462 516	463 776
Total charges financières nettes	25 621	22 300	18 500	15 500
Total dépenses courantes de fonctionnement retraitées	3 569 478	3 598 556	3 626 016	3 644 276

Depuis de nombreuses années, la ville de Combourg s'attache à maîtriser les dépenses publiques. Cette exigence se poursuit sur les années à venir que l'on retrouve dans cette analyse.

Le développement des différents services (accueil de loisirs) et les charges des bâtiments entraînent une augmentation des charges à caractère général répercutées sur les années à venir.

Les éléments pris en compte pour évaluer les charges nettes de personnel sont :

- pérennisation des emplois aidés en contractuel sur une année complète à partir de 2017 contre 4 mois en 2016
- recrutement d'un agent administratif aux services Etat-civil (CNI) et Ressources humaines à compter de mars 2017
- la mise en place du nouveau régime indemnitaire en 2016 (RIFSEEP)
- Revalorisation des traitements de la fonction publique de 0,6% en 2017

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Capacité d'autofinancement

	2016	2017	2018	2019
Total recettes courantes de fonctionnement retraitées	5 800 522	5 687 109	5 696 109	5 698 109
Total dépenses courantes de fonctionnement retraitées	3 569 478	3 598 556	3 626 016	3 644 276
Epargne brute	2 231 044	2 088 553	2 070 093	2 053 833
Remboursement en capital des emprunts	141 709	144 006	146 370	146 370
Epargne disponible	2 089 335	1 944 547	1 923 724	1 907 464

L'épargne brute est l'excédent de la section de fonctionnement qui permet de financer les dépenses de la section d'investissement. Elle témoigne d'une bonne maîtrise de la section de fonctionnement.

L'épargne nette est la marge de manœuvre dont dispose la commune pour autofinancer ses investissements une fois le capital de sa dette remboursé. Elle constitue un indicateur essentiel de la bonne gestion financière de la collectivité. Il est important de préserver cette capacité pour les années à venir.

En 2015, la capacité d'autofinancement de la commune était de 364 €/habitant contre 257 € pour la moyenne strate.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Analyse prospective de la section d'investissement

Recettes d'investissement

S'ajoutent à l'épargne disponible les autres recettes d'investissement. Ces recettes sont estimées en fonction des projets en cours et à venir. Elles seront réellement perçues à hauteur des investissements réalisés.

	2016	2017	2018	2019
Epargne disponible	2 089 335	1 944 547	1 923 724	1 907 464
Excédent antérieur	145 075			
FCVTA	523 539	464 000	500 000	290 000
Taxe d'aménagement	62 461	50 000	50 000	50 000
DETR	114 667	200 000	120 000	84 000
Subventions	141 624	220 000	95 000	
Total capacité d'investissement (A)	3 076 701	2 878 547	2 688 724	2 331 464

Le FCTVA est estimé selon les dépenses prévues chaque année et éligibles au dispositif (16,404% des dépenses TTC).

Les recettes de la taxe d'aménagement sont estimées avec une légère baisse car elles sont difficiles à prévoir.

Les versements de la DETR attendues pour les 3 prochaines années sont lissés en fonction du planning prévisionnel des travaux et concernent les opérations suivantes :

- l'amélioration énergétiques des écoles,
- la rénovation des toitures de l'église
- l'extension et la restructuration de la Mairie

Les subventions annoncées sont des recettes certaines.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Dépenses d'investissement

Opérations en cours	2016	2017	2018	2019
Déficit antérieur d'investissement		80 957	2 655 831	2 849 180
Terrains	860 119	320 000		
PLU		60 000		
Etudes				27 000
Acquisitions matériels	135 243	117 000	100 000	100 000
Achat d'une balayeuse			140 000	
Salle de sport	206 715	75 000		
Réseau chaleur				
Rue de Cheminette	36 500			
Centre-ville 4ème tranche	505 627	6 000		
Toitures de l'Eglise	273 528	328 477		
Extension et restructuration de la Mairie	33 476	337 700	1 446 000	361 000
Modernisation du camping	156 476	35 000	20 000	
Amélioration énergétique écoles	353 898	19 500	40 000	800 000
Menuiseries ADMR	6 628			
Programme voirie annuel	238 779	265 000	300 000	400 000
Empierrement chemins ruraux				
Libération/De Gaulle	221 454	1 848 744	334 073	
Cimetière	2 310	200 000		
Ossuaire	1 400			
Terrain synthétique	102 854	140 000		

En 2017, 1/3 des dépenses d'investissement sont consacrées aux travaux de réseaux et de voirie des avenues Libération/De Gaulle.

En 2018, la principale opération concerne les travaux d'extension et de restructuration de la Mairie.

Les restes à réaliser de 2016 sur 2017 sont intégrés dans le tableau et s'élèvent à 859 156 €.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Centre Culturel	18 346	480 000		
Déconstruction de la clinique	4 305	436 000		
Travaux d'accessibilité		40 000	40 000	40 000
Espace Malouas - menuiseries		97 000	82 000	
Salle de tennis		350 000	350 000	
Déplacement transformateur		146 000		
Office de tourisme		22 000		
Moe et Travaux du beffroi de l'église		100 000		
Travaux d'éclairage publics divers		30 000	30 000	30 000
Total opérations en cours (B)	3 157 658	5 534 378	5 537 904	4 607 180
Besoin de financement (A-B)	-80 957	-2 655 831	-2 849 180	-2 275 716

Dans le cadre du projet de lotissement de la Croix du Chénot des acquisitions foncières ont été réalisées en 2016 pour un montant de 828 600 €.

Un budget annexe sera mis en place et voté en 2017 pour mener à bien la viabilisation et la commercialisation des terrains acquis.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Simulation d'un emprunt d'1 000 000 €

Si l'ensemble de ces opérations sont réalisées en 2017, le besoin de financement serait de 2 655 831 €. La commune pourrait souscrire à un emprunt pour couvrir en partie ce déficit. Quels impacts pour les années à venir ?

Au vu du besoin de financement dégagé en 2016 et du faible endettement de la commune, le besoin de financement pourrait être financé par un emprunt d'1 million d'euros avec les répercussions suivantes :

	2017	2018	2019
Épargne disponible avant emprunt simulé	1 944 547	1 923 724	1 907 464
intérêts (emprunt simulé)		14 000	14 000
capital (emprunt simulé)		100 000	100 000
Épargne disponible après emprunt simulé	1 944 547	1 809 724	1 793 464
Recettes d'investissement	934 000	765 000	424 000
Emprunt simulé	1 000 000		
Nouvelle capacité d'investissement	3 878 547	2 574 724	2 217 464
Total des opérations + déficit antérieur	5 534 378	4 537 904	3 721 180
Nouveau besoin de financement	-1 655 831	-1 963 180	- 1 503 716

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Autorisations de programmes (montants TTC)

- Rénovation des toitures de l'église (délibération du 8 avril 2015 revue le 23 novembre 2016)

	Autorisation de programme (AP)	Crédits de Paiement (CP) 2015	Crédits de Paiement (CP) 2016	Crédits de Paiement (CP) 2017	Crédits de Paiement (CP) 2018
Imputation 2315/ Opération 12	830 000 €	282 660 €	239 340 €	308 000 €	0 €

- Centre-ville 4^{ème} tranche (délibération du 22 juillet 2015)

	Autorisation de programme (AP)	Crédit de Paiement (CP) 2015	Crédit de Paiement (CP) 2016	Crédit de Paiement (CP) 2017
Imputation 2315/Opération 82				
Dépenses d'investissement	716 000 €	176 000 €	537 000 €	3 000 €

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

- Travaux de rénovation de réseaux et de voiries avenues de la Libération et De Gaulle (délibération du 2 mars 2016 revue le 23 novembre 2016)

	Autorisation de programme (AP)	Crédits de Paiement (CP) 2016	Crédits de Paiement (CP) 2017	Crédits de Paiement (CP) 2018
Opération 704	5 025 960 €	1 253 424 €	1 113 463 €	659 073 €
Budget communal	2 404 272 €	410 000 €	1 660 199 €	334 073 €
Budget du service de l'eau	1 204 636 €	373 722 €	668 414 €	162 500 €
Budget du service de l'assainissement	1 417 052 €	469 702 €	784 850 €	162 500 €

- Travaux d'extension et de restructuration de la Mairie (projet en attente de délibération)

	Autorisation de programme	Crédit de Paiement 2017	Crédit de Paiement 2018	Crédit de Paiement 2019
Opération 810	2 144 700	337 700	1 446 000	361 000
dont études	134 700	37 700	65 400	31 600
dont travaux	1 963 200	300 000	1 340 400	322 800
autres (aléas et révision)	46 800	0	40 200	6 600

- Travaux salle de Tennis (projet en attente de délibération)

	Autorisation de programme	Crédit de Paiement 2017	Crédit de Paiement 2018
Opération	700 000	350 000	350 000

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Analyse prospective du budget du service de l'assainissement

RECETTES	2016	2017	2018	2019
Trésorerie au 31/12/2016	816 984,00 €	816 984,00 €	329 103,75 €	482 502,99 €
Redevances assainissement		177 650,00 €	151 002,50 €	128 352,13 €
Remb TVA sur dépenses inv		131 784,75 €	105 037,75 €	
Subventions à recevoir		195 200,00 €	68 000,00 €	
Emprunt à recevoir				
TOTAL RECETTES	816 984,00 €	1 321 618,75 €	653 143,99 €	610 855,12 €
DEPENSES				
Travaux réseaux LIB/DE GAULLE		940 515,00 €	162 500,00 €	
Travaux débiètre STEP		17 000,00 €		
Centre-ville 4ème tranche				
Annuité d'emprunt à taux zéro			8 141,00 €	8 141,00 €
Etude schéma directeur		35 000,00 €		
TOTAL DEPENSES	- €	992 515,00 €	170 641,00 €	8 141,00 €
SOLDE TRESORERIE	816 984,00 €	329 103,75 €	482 502,99 €	602 714,12 €

Les redevances d'assainissement ont été diminuées de 15% en 2017, en 2018 et en 2019.

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

Note explicative de synthèse

Analyse prospective du budget du service de l'eau

RECETTES	2016	2017	2018	2019
Trésorerie au 31/12/2016	1 228 239,00 €	1 228 239,00 €	439 848,60 €	475 749,60 €
Redevances eau potable		164 500,00 €	115 150,00 €	80 605,00 €
Remb reprise branchement		20 000,00 €		
Remb TVA sur dépenses inv		141 209,60 €	82 751,00 €	96 363,00 €
subventions à percevoir	- €	- €	- €	- €
TOTAL RECETTES	1 228 239,00 €	1 553 948,60 €	637 749,60 €	652 717,60 €
DEPENSES				
Travaux Libération/ de Gaulle		837 000,00 €	162 000,00 €	- €
Centre-ville 4ème tranche				
Réservoir Saint-Mahé		167 100,00 €		
Installation surpresseurs		80 000,00 €		
Etude schéma directeur		30 000,00 €		
TOTAL DEPENSES	- €	1 114 100,00 €	162 000,00 €	- €
SOLDE TRESORERIE	1 228 239,00 €	439 848,60 €	475 749,60 €	652 717,60 €

Les redevances d'eau potable ont été diminuées de 30% en 2017, 2018 et 2019.

Les travaux de restructuration des réseaux et de voirie avenues de la Libération et du Général de Gaulle prévus permettent de diminuer l'excédent d'investissement sur les budgets des services de l'assainissement et de l'eau au cours des années à venir.